

Todor KRESTEV (Bulgaria - Bulgarie)

La sauvegarde des centres historiques

Se faisant l'interprète de la préoccupation croissante que nous tous éprouvons pour le sort du patrimoine culturel des grands centres urbains, en 1987 l'UNESCO a inclus dans son programme l'étude de ce thème actuel dans le cadre de la Réunion internationale d'experts.

En exécution de ce programme l'UNESCO a confié à l'Institut national pour les monuments de la culture en Bulgarie la tâche d'élaborer les documents de travail de la réunion; il s'agissait d'une bibliographie sélective des publications relatives au thème de la réunion qui devrait actualiser, compléter et améliorer la bibliographie élaborée en 1986 par le Centre de documentation de l'ICOMOS-UNESCO, ainsi que d'un document court reflétant les principaux problèmes actuels de ce même thème tels qu'ils se présentent dans les différentes régions culturelles du monde. L'Institut national pour les monuments de la culture a élaboré les documents en question grâce aux contacts fructueux qu'il entretenait avec 64 comités nationaux de l'ICOMOS auxquels je voudrais maintenant exprimer mes vifs remerciements.

La Réunion «sur la sauvegarde des zones historiques dans les grands centres urbains et leur adaptation aux besoins de la société moderne» a été organisée par l'Institut national pour les monuments de la culture de Bulgarie avec l'assistance technique et financière de l'UNESCO.

Elle a eu lieu en Bulgarie dans le complexe touristique «Albena» au bord de la Mer Noire et dans la ville de Plovdiv, du 24 au 28 septembre. Y ont participé neuf experts selon la liste approuvée par l'UNESCO, à savoir: le Prof. Roberto di Stefano, le Prof. Andrzej Tomaszewski, M. Arthur Gillette, le Dr. Andras Roman, M. Abdelaziz Daoulatli, le Prof. Jean Barthélemy, M. Jonas Glemza, le Dr. Alesh Vosaglik, le Prof. Todor Krestev.

Suivant le programme au cours de la Réunion se sont déroulées des discussions portant sur les aspects généraux du thème étudié, sur certains problèmes concrets traités dans les exposés de M. Abdelaziz Daoulatli, du Prof. Jean Barthélemy, de M. Alesh Vosaglik, du Prof. Todor Krestev et du Prof. Roberto di Stefano, ainsi que sur le projet de document final de la Réunion.

Les participants à la réunion ont souligné à l'unanimité l'importance de la Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques de l'ICOMOS qui définit la stratégie globale, la conception et les principes de la sauvegarde des valeurs urbaines. Il faut pourtant dire que les problèmes graves qui existent aujourd'hui en ce qui concerne l'avenir des zones historiques dans les grands centres urbains sont parfois de nature à compromettre la stratégie même et d'ébranler la confiance dans les principes. L'objectif de cette réunion était notamment de préciser la distance qui existe entre l'état actuel du problème et de proposer des orientations pour surmonter cette distance.

Comme au cours des discussions a prévalu l'opinion que la sauvegarde des zones historiques dans les grandes villes faisait partie intégrante du processus global de leur développement, les experts ont convenu que la tâche principale était de préciser le rôle de tous les participants à ce processus commun et de les aider à parvenir à une harmonie dans les actions qu'ils auront à mener ensemble. Voilà pourquoi le document adopté par la réunion fut intitulé «Orientations sur les rôles réciproques et les collaborations des professionnels de la sauvegarde du patrimoine urbain et de leurs partenaires».

Pour ce qui est de propositions d'actions futures, les experts ont adopté aussi quatre recommandations pratiques, ainsi que la décision de faire diffuser, par l'intermédiaire de l'ICOMOS et de l'UNESCO, les documents de la réunion parmi les spécialistes intéressés.

Avec le présent exposé et les copies des documents originaux en langue française qui lui sont jointes j'ai le plaisir d'apporter ma contribution à la mise en œuvre de cette décision.

Je voudrais exprimer l'espoir que les travaux de la présente réunion seront fructueux comme le seront ses résultats pour contribuer à la réalisation de l'objectif noble que nous tous espérons.

Prof. Todor Krestev, président du Comité national bulgare de l'ICOMOS, directeur général de l'Institut national pour les Monuments de la Culture

ANNEXES

I. Orientations Sur les rôles réciproques et les collaborations des professionnels de la sauvegarde du patrimoine urbain et de leurs partenaires

La Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques de l'ICOMOS (1987), les Recommandations de l'UNESCO concernant respectivement la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine, et la préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics et privés — ces instruments et d'autres encore ayant une incidence directe ou indirecte sur le thème de la Réunion sont, certes, perfectibles. Ils constituent néanmoins un corpus normatif international d'ores et déjà apte à inspirer et à guider une action éclairée et concrète en la matière. Or, force est de constater que ces instruments restent encore bien souvent lettre morte, leurs dispositions n'étant que partiellement prises en considération au moment de l'adoption de politiques, de stratégies et d'autres décisions qui conditionnent les actions de sauvegarde du patrimoine urbain.

C'est pour tenter de pallier cette situation regrettable que la réunion, ayant identifié et analysé certains des obstacles majeurs qui empêchent une prise en compte plus complète et plus agissante de la lettre et de l'esprit du corpus normatif déjà existant, et dans le but d'y remédier, a adopté les orientations ci-après.

Il convient d'ajouter que si celles-ci s'adressent à tous les responsables du patrimoine urbain, elles ont été conçues en priorité pour les situations les plus complexes où par conséquent, ce patrimoine court un danger particulièrement grave, c'est-à-dire les grandes villes.

1. Le grand changement dans l'évolution du patrimoine, c'est qu'en une vingtaine d'années, le champ d'intérêt s'est élargi au point de changer d'échelle. L'attention portée au patrimoine architectural proprement dit est maintenant englobée dans la prise en considération du patrimoine urbanistique en tant que valeur significative et exemplaire d'une organisation spatiale transcendant l'évolution des modes et des techniques.

2. Si la ville est un modèle spatial de la société et si nous aspirons à retrouver l'unité perdue de sa structure, il est évident que nous devons traiter l'activité pour la sauvegarde des zones historiques comme partie intégrante du processus global de développement.

3. Les notions d'intégration, de supplémentarité et de solidarité, en rappelant celles de dialogue et d'ouverture sur les autres disciplines doivent être les mots-clefs de la sauvegarde, tant il est aujourd'hui impensable d'envisager la sauvegarde dans un cadre isolé notamment dans les grandes villes où les impératifs du développement et ceux de la sauvegarde s'interfèrent dans un champ d'actions et de réalisations multiples et solidaires.

4. Il est vrai que souvent les actions liées au développement urbain ont pu être menées sans considération des intérêts du patrimoine sinon à son détriment, mais le contraire ne peut être envisagé aujourd'hui sans risquer de rendre inefficients tous les plans et programmes de protection et de mise en valeur.

5. Les partenaires avec lesquels le conservateur est appelé à collaborer étroitement sont multiples. Ils vont de l'homme politique qui définit les grands choix de la politique économique, sociale et culturelle à l'urbaniste qui a la charge de l'aménagement du territoire et du développement urbain, à l'architecte qui concrétise l'espace bâti, à l'économiste et au financier, au sociologue, ainsi qu'aux administrateurs de tous les bords et aux gestionnaires des villes sans oublier l'ingénieur, le paysagiste, le philosophe, l'écologiste... Si bien que la sauvegarde du patrimoine urbain doit être conçue comme étant l'affaire de toute la société.

6. Le problème étant ainsi éminemment un problème de société et les intervenants étant multiples, les solutions ne sont envisageables qu'à plus ou moins long terme et les méthodes, en tenant compte des situations spécifiques du patrimoine de chaque pays sinon de chaque ville ne peuvent être que variées et modulées. Toutefois il importe que des actions prioritaires soient menées dans l'immédiat afin d'enclencher d'ores et déjà le processus complexe de la sauvegarde et ce en parfaite harmonie avec les plans de développement urbain, économique et social.

7. Ceci suppose le ralliement de tous les partenaires internes d'abord, c'est-à-dire tous ceux à qui est dévolue en tout premier lieu la responsabilité de la sauvegarde (historiens, historiens d'art, archéologues,

muséologues...) et externes, notamment l'urbaniste avec lequel on doit engager un dialogue permanent pour en faire un véritable associé.

8. Associer l'urbaniste et autant que possible les autres partenaires à l'action de sauvegarde suppose au préalable un consensus minimum autour du modèle culturel de la société projetée et par conséquent de la cité future. Cette ville qui doit redevenir un organisme complexe, englobant synergiquement patrimoine d'hier et d'aujourd'hui, dont les chances de renouveau ne peuvent se baser que sur une planification intelligente introduisant des procédures faisant appel à l'engagement affectif et technique de toutes les forces vives de la société.

9. Le patrimoine urbain au lieu d'être appréhendé comme un lourd fardeau doit, au contraire, se transformer grâce aux efforts des économistes et des financiers ralliés à sa cause, en un vrai facteur de développement.

Il ne doit pas être non plus considéré comme un frein à l'évolution, mais au contraire comme un levier efficace à l'éveil d'une créativité mieux orientée. Et là l'architecte a lui aussi un rôle éminent à jouer.

10. Pour obtenir cette adhésion des techniciens et des hommes des sciences et des arts, plusieurs moyens peuvent être préconisés. Le plus efficace mais réalisable à moyen ou long terme, est sans doute, la formation. En effet le dialogue avec le partenaire doit reposer sur un minimum de savoir et de savoir-faire communs acquis dans les établissements d'enseignement et de formation à tous les niveaux: primaire, secondaire, universitaire et postuniversitaire.

11. Cette formation de base dans laquelle les sciences du patrimoine sont prodiguées et vulgarisées, vont également favoriser une meilleure compréhension des problèmes de la sauvegarde de la mémoire des villes de la part du citoyen, habitant ou simple usager de l'espace historique, en principe le premier concerné et le vrai interlocuteur dont la participation et l'engagement indispensables doivent être continuellement sollicités.

12. L'éducation tant scolaire que non formelle conçue comme une stratégie globale d'action culturelle, pour veiller à la sensibilisation de tous les groupes sociaux et couches de population, doit bénéficier de moyens appropriés et de formes d'expression adaptées aux idées de sauvegarde et de formation du goût. Dans le dialogue avec les jeunes ces formes doivent être particulièrement convaincantes afin d'obtenir

leur admission voire de soulever leur enthousiasme. D'autres formes de communication et de sensibilisation doivent être également mises en place afin d'engager le dialogue avec les médias et les groupements associatifs.

13. Afin de renforcer la cohérence entre les modes de formation de tous ceux qui sont directement concernés par l'aménagement du cadre de vie, la publication de manuels sur les objectifs et les techniques de la sauvegarde et de la mise en valeur revêt actuellement un caractère prioritaire étant donné la quasi-inexistence de ce genre de littérature scientifique ou de vulgarisation destinée tant aux spécialistes qu'aux non-initiés notamment les partenaires de la sauvegarde, ces manuels auront en outre l'avantage de rassembler les éléments éparpillés d'une pensée et d'une technique que la dispersion dans les revues spécialisées rendent inaccessibles.

14. L'information est aussi un outil efficace de sensibilisation du public d'autant plus qu'elle fait de nos jours appel à des moyens audiovisuels et de communication perfectionnés.

15. Si les aménageurs sont appelés à se mettre à l'écoute des gens et non aux injonctions d'intermédiaires peu concernés, les conservateurs du patrimoine urbain doivent être eux aussi très attentifs à tout ce qui est nouveau et qui favorise le confort matériel et moral des habitants notamment les apports nouveaux en matière de théorie et de pratique urbaine et architecturale à condition qu'ils ne soient pas, évidemment, en contradiction avec les impératifs de la sauvegarde du patrimoine.

16. Aux portes de la société post industrielle, il s'agira d'organiser la coexistence harmonieuse d'activités situées aux deux extrémités des modes de production: la conception informatisée et le savoir-faire pré-industriel composant deux facettes contrastées, mais indispensables l'une à l'autre, d'un même processus visant la qualité et la personnalisation.

II. Recommandations pratiques

1. La formation des spécialistes doit viser non seulement l'acquisition d'un savoir et d'un savoir-faire professionnel, mais aussi de plusieurs qualités humaines: communicativité, aptitude à travailler en équipes pluridisciplinaires, aptitude à entrer en contact et à engager un dialogue avec des partenaires intérieurs et extérieurs; il est nécessaire

d'expérimenter de nouveaux moyens pour former les qualités mentionnées, par exemple organiser des stages avec des étudiants dans le but de faire des essais d'analyse, de diagnostic, et de pronostic sur le sort des zones historiques dans une ville donnée.

2. Une forme particulièrement féconde de relations intérieures et de coopération aurait pu être la création dans certaines grandes villes d'ateliers de travail avec des équipes pluridisciplinaires qui traiteraient parallèlement de la genèse, des valeurs et de la problématique des zones historiques dans la situation réelle de la ville.

3. Il est nécessaire d'élaborer un programme stratégique pour les manifestations scientifiques et pratiques, à court et à long terme. Il faut par exemple soutenir les intentions d'organiser en 1990 à Sofia un colloque de l'ICOMOS et de l'ICCROM sur le thème «Méthodes scientifiques pour la sauvegarde de la mémoire d'une ville — problème de la formation» d'organiser en 1990 et en 1992 des colloques à Ferare, etc.

4. La sauvegarde des villes historiques a connu durant ces dernières années un développement appréciable tant sur le plan théorique que pratique. Toutefois, en vue des expériences nombreuses enregistrées dans les divers pays du monde, il s'avère aujourd'hui indispensable d'établir le bilan. Ce qui impose la mise en place d'une structure de recherche scientifique qui, sous l'égide de l'ICOMOS international et en faisant appel à des professionnels de qualité, analyse les résultats, relève les aspects positifs et négatifs de chaque expérience, attire l'attention sur les erreurs et met à la disposition des professionnels une documentation scientifique à la fois analytique et synthétique.